

Confinement en France : rien à voir avec celui de la Chine et de la Corée !

J'ai vécu le confinement plusieurs semaines en Chine, jusqu'à la mi-février. De retour en France, on y découvre une situation de dénuement terrible et inacceptable.

Le confinement dans la majeure partie de la Chine (hors Hubei) a ressemblé à ce qui se passe en ce moment en France, mais seulement en apparence (...).

Absolument tout le monde portait en permanence un masque !

Des tests de température systématiques étaient effectués à intervalles réguliers sur les routes, à l'entrée de tout lieu public, de tout bus, de tout commerce, voire à la caisse. Des équipes médicales sous tentes étaient basées à toutes les entrées de toutes les villes, prêtes à prendre en charge les personnes contrôlées fiévreuses.

C'est un fait incontournable : les masques évitent à 99,9 % les projections de salive autour de soi et protègent les autres personnes de la contamination par les porteurs asymptomatiques. Les tests de température permettent un dépistage systématique complété par des examens médicaux.

Des moyens humains massifs avec des moyens matériels de protection ont ainsi été systématiquement déployés dans toute la Chine et ont permis que la catastrophe du Hubei y soit contenue, ne s'étende pas ailleurs. En Corée également, le port du masque est obligatoire et le dépistage massif, avec les résultats également positifs que l'on peut constater. D'anciens collaborateurs de Corée ou de Chine viennent de m'écrire qu'ils sont sidérés et choqués du manque de

moyens en France, en particulier du manque de masques (...).

Ce que subissent les salariés sur leur lieu de travail, c'est encore plus que leur mise en danger personnelle. C'est (...) la généralisation de la contamination à toute la population, l'annulation des effets positifs potentiels du confinement !

La responsabilité criminelle de nos dirigeants politiques successifs est clairement engagée.

Les vies de dizaines, de centaines de milliers de personnes sont mises en danger par cette contamination générale. Si notre système de santé est débordé et s'effondre comme en Italie, ce sera principalement à cause de cette contamination organisée !

Cette pénurie terrible a été décidée, créée de toutes pièces.

On a menti avec un aplomb professionnel pour justifier ces restrictions et mépriser les revendications du personnel de santé. Manque de lits d'hôpitaux, manque de tests, manque de masques, manque de gel hydro-alcoolique, manque de personnel dans les services

publics et le système de santé, exsangue : c'est intolérable ! Les responsables, tous les responsables des gouvernements précédents, devront passer en jugement et être condamnés, ils ne perdent rien pour attendre.

Organisons la riposte populaire, la résistance, la reconquête des acquis de la civilisation et faisons nôtre le slogan algérien : système, dégage !

Le 22 mars 2020, François André ■

« Ce que subissent les salariés sur leur lieu de travail, c'est encore plus que leur mise en danger personnelle. C'est (...) la généralisation de la contamination à toute la population, l'annulation des effets positifs potentiels du confinement ! »

« La direction de la RATP préfère jouer à la roulette russe »

■ Le point de vue de Patricia Lasalmonie, secrétaire fédérale des Transports et de la Logistique FO en charge de la RATP

Depuis l'annonce des mesures de précaution à prendre face au Covid-19, les salariés de la RATP ont dû faire face à un immobilisme et un mutisme totaux de la part de la direction de la RATP. Aucune mesure de protection n'a été mise en place. Pas de savon pour se laver les mains, comme il est préconisé, toutes les heures ; le gel hydro-alcoolique est fourni au comptegouttes, voire pas du tout ; pas de gants et, comme tous ceux confrontés au public... pas de masque ! La seule chose qui est faite aujourd'hui, c'est la désinfection des lieux où les agents sont confirmés positifs... donc trop tard, quelle honte (...)! Les agents de l'exploitation vont aujourd'hui travailler la peur au ventre, peur d'avoir été contaminés, peur de contaminer leur famille... Une angoisse permanente qui a un impact sur la sécurité ferroviaire car, psychologiquement, ils n'y sont plus... Ils sont sous pression des encadrants qui leur demandent de justifier le moindre retard... Plusieurs collègues ont été confirmés positifs au Covid-19, les questions tournent en boucle : « Ai-je été en contact avec ces collègues ? Suis-je moi-même contaminé ? » etc.

Pourquoi la RATP, si soucieuse, soi-disant, de ses salariés, ne prend pas l'initiative de mettre en place une alternance tous les quinze jours, puisque l'on sait qu'il faut quinze jours de confinement pour savoir si vous êtes « positif au Covid-19 » ? Non, elle préfère jouer à la roulette russe...

Si la grève historique de la RATP contre la réforme des retraites a été largement médiatisée, force est de constater que, aujourd'hui, aucun média ne parle des agents de la RATP ni ne les applaudit pour leur courage d'aller bosser dans des conditions inacceptables (...).

L'annonce du président de la République de suspendre les réformes, dont celle des retraites, nous donne certes une opportunité de continuer la lutte contre ce modèle libéral, qui, aujourd'hui encore, démontre qu'il détruit tout sur son passage (...).

De plus, cette « gloire » de supprimer les droits à la retraite des fonctionnaires et ceux des régimes spéciaux frappe ceux qui, aujourd'hui, sont au front et que l'on applaudit pour leur engagement, leur conscience professionnelle, leur dévouement. Quelle ironie (...)! ■

« La première victime de la guerre, c'est la vérité »

Lu dans *Le Lien des Gilets jaunes de Péchard (Aude)*

Méprisant de la République a répété « nous sommes en guerre ». Winston Churchill, Premier ministre du Royaume-Uni pendant la dernière guerre, disait : « La première victime de la guerre, c'est la vérité. »

En voilà une partie qu'ils ne parviendront pas à cacher. Eux, qui, il y a quelques semaines, ordonnaient de gazer les manifestants, dont des professionnels de santé, qui s'opposaient

à la casse des protections sociales, sont responsables.

Eux, qui refusaient de répondre aux revendications basiques du personnel de santé, sont responsables.

Eux, qui ont saccagé nos services de soins, fermant des lits, des services des urgences, sont responsables.

Eux, qui ont laissé partir nos capacités de production pharmaceutiques, sont responsables.

Eux, qui ne trouvaient pas un centime pour répondre à nos

revendications, sont responsables.

Ils trouvent maintenant des milliards pour les entreprises, osent fustiger le manque de civisme des gens, osent fustiger les salariés qui craignent d'aller travailler sans protection.

HONTE À EUX, leur politique tue. Ils devront répondre devant le peuple en colère.

Solidaires oui, entre nous, mais pas avec eux !

Aucune confiance, sur rien. Rien que de la défiance. ■

« Les architectes n'accepteront pas une reprise "à risque" des chantiers »

Extraits du communiqué de presse de l'Ordre des architectes

« Nous venons de prendre connaissance par la presse de l'accord du gouvernement avec les représentants des seules entreprises du BTP sur la reprise des chantiers. C'est oublier que (...) ce sont les architectes, et leurs vingt mille entreprises réparties sur l'ensemble du territoire, qui gèrent les chantiers, coordonnent l'intervention des entreprises et conseillent les maîtres d'ouvrage.

Les architectes ont organisé en urgence les arrêts de chantier ce début de semaine avec les entreprises du BTP. Ils l'ont fait en concertation avec la maîtrise d'ouvrage et en cohérence avec les déclarations du président de la République et du Premier ministre le week-end dernier (...).

Le conseil national de l'Ordre des architectes rappelle néanmoins que les chantiers sont arrêtés en Italie, et que pendant deux mois toute activité économique a été arrêtée en Chine à l'exception de l'industrie médicale et de l'alimentation. Aujourd'hui, les timides reprises des chantiers en Chine se font avec des mesures drastiques qui nécessitent des moyens et du matériel qui manquent cruellement en France.

Avant de faire prendre des risques aux ouvriers, alors que le discours officiel est un confinement renforcé de la population, le gouvernement doit donc peser l'impact d'une décision qui risque d'être éphémère (...). Nous considérons que les conditions ne sont pas remplies pour une reprise rapide des chantiers, et nous ne le permettrons pas si nous estimons qu'un seul acteur, maître d'ouvrage, entreprise ou maîtrise d'œuvre prend des risques inconsidérés pour des motifs macroéconomiques (...). Rappelons que les chantiers de bâtiment ne pourront reprendre sans l'accord des architectes (...). Nous l'avons indiqué à plusieurs reprises et par courrier, sans effet manifestement, au Premier ministre le 19 mars. »

Denis Dessus,

président du conseil national de l'Ordre des architectes ■



« Le 17 mars, les cheminots du technicentre ont massivement déposé la caisse dès 5 heures du matin »

Le récit d'un cheminot travaillant dans un technicentre industriel de la SNCF (maintenance des wagons)

Depuis les diverses annonces du gouvernement, je travaille dans une ambiance anxiogène. Les collègues commentent en permanence les annonces et interviews de médecins, virologues et épidémiologistes. Je travaille dans un technicentre industriel SNCF où nous réalisons la maintenance de wagons et pièces réparables. Depuis les annonces gouvernementales, la direction s'est contentée de diffuser le message d'application des gestes barrières et de mettre en place du télétravail (...).

Or, pour les cheminots de l'atelier wagons, de nombreuses opérations de maintenance ne permettent pas d'appliquer le geste barrière de se tenir à un mètre de distance.

Il aura fallu attendre le lundi 16 mars pour que la direction distribue enfin des lingettes désinfectantes, en petites quantités et pas pour tous les chantiers, car de nombreux agents utilisent de l'outillage collectif, ordinateurs...

Mardi 17 mars, les cheminots ont massivement déposé la caisse dès 5 heures du matin.

Vers 8 h 30, le directeur a annoncé une visioconférence avec la direction du matériel nationale (...).

Vers 10 h 30, le directeur nous annonce que la direction a décidé la fermeture pour une période de quinze jours jusqu'à nouvel ordre.

Dans la matinée, j'ai appris que des cheminots de l'infra ont refusé de partir en chantier car ils étaient à huit dans leur camion. Impossible de respecter les gestes barrières. ■

Informations ouvrières

Tribune libre de la lutte des classes
Hebdomadaire du POI.

**Abonnez-vous !
Soutenez votre journal !**

Les vétérinaires appelés au secours de l'hôpital...

Je suis vétérinaire, notre ordre professionnel nous a demandé si nous avions du matériel d'assistance respiratoire que nous pourrions prêter aux hôpitaux. Cette après-midi, je vais donc aller prêter notre concentrateur d'oxygène (l'appareil en amont du respirateur) à un hôpital. Il faut le vivre pour le croire. Si je comprends bien qu'une situation exceptionnelle nécessite des moyens exceptionnels, cela révèle à quel point notre système de santé est délabré depuis tant d'années et à quel point l'attitude des gouvernants est criminelle depuis des décennies.

Un vétérinaire, abonné à IO ■



Correspondant

« Nous avons fini par user du seul droit à notre portée pour se faire entendre : le droit de grève »

■ La parole à **Lionel Lagrue**, secrétaire du syndicat FO Saint-Gobain PAM, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle)

L'entreprise n'a pas attendu les annonces du gouvernement pour s'adapter à la pandémie de Covid-19, du moins sur le papier. Bien que certaines mesures aient été appliquées au début, la pénurie de gel hydro-alcoolique et de masques a amené des rationnements, du genre un masque pour quatre ! Le reste des mesures de sécurité renforcée promises (désinfection des locaux, réfectoires, vestiaires) n'a pas été assuré. Les employeurs de certaines entreprises intervenant sur notre lieu de travail n'ont également pas joué le jeu, en particulier beaucoup de routiers, à qui aucune protection n'a été fournie. Le personnel a très vite réagi en réclamant de se mettre à l'abri, ne comprenant pas le discours incohérent et schizophrène d'Emmanuel Macron du dedans/dehors.

Se sentant utilisés comme « de la viande de location », mis en danger pour des questions de profit, nous avons été rapidement sollicités pour trouver une solution. Beaucoup parlent du « droit de retrait », nous n'avons pas retenu cette solution. Pourquoi ? Car le droit de retrait est à faire valoir avec prudence, surtout face à une direction avec un costard XIX^e siècle type nouveau monde, très loin des préoccupations du personnel. Nous n'avons pas voulu faire porter les dangers de l'action sur le dos des salariés car un droit de retrait jugé abusif peut amener à l'absence de rémunération et, pire, à une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Des salariés de production qui ont fait valoir ce droit de retrait ont d'ailleurs été menacés et, le lendemain, certains, dans le service le plus exposé, les expéditions, étaient au travail, malgré que nous ayons réussi la veille, avec la pression de toutes les organisations syndicales, à mettre les salariés en chômage partiel à l'exception donc des expéditions. Ça n'a pas réglé notre situation.

« Des salariés de production qui ont fait valoir leur droit de retrait ont d'ailleurs été menacés. »

Nous avons bataillé quatre jours, entre tentatives d'intimidation et sourde oreille, pour finir par user du seul droit à notre portée pour se faire entendre, le droit de grève.

Nous avons réussi à trouver une issue favorable à la revendication après une démonstration de force et de solidarité face à la direction (...). Nous avons encore une fois démontré qu'avec la solidarité et la détermination, on réussit à se faire entendre. Reste que l'attitude ignoble de la direction sur ce sujet laissera des traces pour longtemps. Cette crise a réveillé dans les esprits que l'ouvrier est une marchandise comme les autres et que rien, pas même une pandémie mortelle, ne saurait rendre leurs vies plus importantes que le CAC 40 (...).

J'espère de tout cœur que le bruit des casseroles aux balcons sera traduit dans la rue dès le retour à la normale pour défendre l'hôpital public, mais aussi tout le reste (...). Nous subissons tous depuis maintenant trop longtemps les effets de leur politique poussée à son paroxysme avec ce gouvernement ploutocratique et autoritariste. Il faut absolument arrêter ce bulldozer néo-libéral qui détruit tout sur son passage et détruit nos vies. ■

« Aucune union nationale avec les coupables ! »

S'il y a confinement, on ne laisse pas l'épidémie se diffuser partout ! On arrête les trains de voyageurs, surtout sur de longues distances. On ne maintient que des trains indispensables, tels que ceux de carburant ou sanitaires pour transférer des malades.

En plus, nous avons eu récemment deux alertes avec le déraillement d'un TGV et un train qui a percuté trois cheminots d'entretien des voies (avec notamment un mort), tous deux dans la région Grand Est, où l'épidémie est la plus virulente, où les hôpitaux sont déjà en pure détresse ! À cet instant, la SNCF, parmi son personnel, en serait à un mort, 676 agents confinés, 165 avec symptômes, 157 infectés : un ratio neuf fois supérieur au reste de la population française (...).

Le discours du président, de son gouvernement, ces derniers jours, est assez hallucinant : nationalisations, réquisitions, interdiction des licenciements, gratuité des loyers, gaz, électricité pour les entreprises, suspension des contre-réformes sur le chômage et les retraites...

Des centaines de milliards d'argent magique sortent du chapeau mais toujours pour les entreprises, rien pour les particuliers (...).

Mais souvenons-nous toujours que la première décision du Conseil de défense contre l'épidémie fut... le 49.3 sur les retraites ! La loi d'état d'urgence sanitaire est un formidable cavalier législatif pour finir de détruire le Code du travail et les acquis du CNR. Des patrons font chanter au licenciement leurs salariés pour qu'ils continuent de travailler, même la ministre du Travail sermonne le président du syndicat des artisans du BTP pour qu'ils reprennent le travail ! Le gouvernement va tout faire pour laisser les patrons se lâcher, sous prétexte d'épidémie ! Le ministre des Finances en est réduit à promettre 1 000 euros de prime pour inciter les salariés à reprendre le travail : le prix d'un cercueil ! Bien évidemment, la priorité de la classe ouvrière doit être d'abord de se protéger (...).

Il y aura deux temps dans la crise : celui

« Mille euros de prime pour inciter les salariés à reprendre le travail : le prix d'un cercueil ! »

de l'épidémie, qui va durer au moins des semaines, et celui de « l'après », où plus rien ne sera jamais comme « avant », chaque camp en convient. Mais quelle différence avec avant voulons-nous ? Celle du patronat, LREM et consorts, où les petites gens paieront la facture de cette épidémie, où tout sera prétexte aux derniers reculs sociaux (...)? Ou voulons-nous un après des « jours heureux du Conseil national de la Résistance », meilleur rempart aux futures crises et épidémies qui se reproduiront ?

Si la note se compte en milliards, ce seront bien aux milliardaires et aux Gafa de la payer : ce sont eux qui les ont. Si on ne laisse qu'un seul milliard à un milliardaire, il vivra encore très bien ! La crise, c'est le danger et l'opportunité. La bourgeoisie a très bien saisi comment en tirer opportunité. À notre classe d'en saisir aussi une tout autre opportunité, pour enfin en finir avec eux, qui ont une machine infernale envers nous qu'aucun virus ne saurait enrayer ! Aucun vote de pleins pouvoirs au chef de l'État ou à son gouvernement ! Aucune union nationale avec les coupables !

Un conducteur de trains de la SNCF, syndiqué CGT ■

TOURNANT, TOURNANT...

Le 7 mars, Macron appelle à sortir !

Le 12, il appelle à rentrer !

Le 14, il appelle à sortir pour voter !

Le 16, il appelle à se confiner !

Le 19, il appelle à sortir pour travailler ! C. B.

Crise sanitaire ou crise du système économique ?

Non, il faut dire la vérité. Il n'y a pas de crise sanitaire, il y a un démantèlement de l'hôpital public, ainsi que de la recherche, qui crée une situation chaotique dans le système de soins en France et dans bien d'autres pays. Il y a une épidémie certes importante mais loin d'avoir le caractère destructeur de vies humaines que l'on veut nous faire croire. Par contre il y a une crise, et celle-là une vraie crise, je veux dire la crise économique. Il y a longtemps qu'elle était dans les tuyaux. C'est l'épidémie de coronavirus qui a servi de détonateur.

Depuis des mois et des années, les observateurs économiques se demandent quel est l'élément exogène qui fera exploser les différentes bulles qui se sont formées à la suite du krach financier de 2008. Eh bien ! il est là, l'élément exogène, là où on ne l'attendait pas (...).

Bien que l'impérialisme soit confronté à une crise majeure de son système et qui, peut-être, se terminera par une hyperinflation appauvrissant drastiquement tous les peuples de ce monde, il essaye de tirer profit de cette situation. Toutes les grandes banques centrales déversent depuis quelques jours des flots de liquidités sur les marchés. Pas des milliards, des milliers de mil-

liards de dollars et d'euros, pour maintenir la liquidité.

UNE IMMENSE ESCROQUERIE

Au même moment, les États annoncent des plans de soutien aux entreprises représentant aussi des sommes astronomiques. À ce stade, il s'agit prétendument de maintenir l'activité pendant l'épidémie. Mais en réalité il s'agit d'une immense escroquerie aux dépens des travailleurs du monde entier. Il faut savoir que tous ces milliers de milliards se retrouveront à brève échéance dans la sphère financière, permettant de racheter à la casse les fleurons de l'économie et recréant ainsi de futures bulles financières. Au passage, ce que le marché considère comme étant des canards boiteux sera détruit. Depuis la dernière guerre mondiale, le monde ne fonctionne que comme cela. Seule la mobilisation des travailleurs peut mettre fin à cette ritournelle infernale. Ce n'est pas un hasard si on nous parle de guerre contre un ennemi invisible, le virus. La bourgeoisie a besoin de créer une situation de guerre pour justifier les mesures qu'elle prend. Attention, s'il le faut, elle ira jusqu'à instaurer une économie de guerre, elle est capable de tout et de toutes manières n'a pas le choix (...).

Pierre, lecteur d'IO, ex-patron de PME ■

« Macron déclare qu'on est en guerre, mais a-t-on vu des soldats partir sans troupe et sans fusils ? C'est pourtant le cas chez tous les soignants, pas de masques, pas de renforts en lits et en personnel ! Par contre, l'armée, sa marine, a toutes les armes et les plus modernes pour aller au Moyen-Orient ! »

Un médecin du Var

« La rentabilité l'emporte sur la raison ! »

Je suis confiné chez moi avec ma compagne et ma petite. On est en télétravail. Pour ma part, je suis ma-lade depuis dimanche, mal de gorge et fièvre. Mon médecin est en congés. Le 15 m'a expliqué qu'il ne pouvait y avoir de dépistage que pour les cas sévères, qu'il fallait donc que j'attende que ce soit plus grave pour me rendre à l'hôpital et que je prenne du paracétamol. Par conséquent, en attendant (que ça empire ?), je peux contaminer ma compagne et ma fille. Sachant que si je l'ai, j'ai pu également contaminer d'autres personnes la semaine dernière au travail. Tout cela est très logique (!), alors même que d'autres pays de l'Union européenne comme l'Allemagne font, eux, du dépistage préventif. Je ne suis donc pas étonné par le maintien des rotations des ferries, où la logique de rentabilité l'emporte sur la raison ! Ce matin, (le ministre) Le Maire expliquait qu'il fallait continuer à aller travailler... **Un lecteur de Toulon ■**

« Jeune médecin, j'accuse ! »

Je suis médecin généraliste dans la région parisienne (...). Sans plus aucun masque, j'ai reçu il y a quelques jours une patiente qui tousse depuis une semaine, qui a du mal à respirer, qui a de la fièvre et présente à l'auscultation les signes d'une pneumonie (...). Je pense immédiatement au Covid-19 (...). J'essaie d'avoir le 15. Sans succès. Je demande donc à la patiente de rentrer chez elle. (Elle avait déjà attendu dans la salle d'attente avec les autres malades.) Je la rappellerai dès que j'aurais eu le 15. J'y arrive deux heures plus tard. J'explique la situation. Je suis mal reçue ! J'aurais dû dire à ma patiente d'aller directement à l'hôpital. Je ne comprends pas bien : je croyais que les signes de gravité et de suspicion de coronavirus (que présentaient cette patiente) nécessitaient un transport par le Samu avec les précautions de transport nécessaires ! Les consignes ne sont pas claires. Elles changent tous les jours et sont différentes d'un département à l'autre. Je me culpabilise. Mais aujourd'hui, devant la gravité de l'évolution de l'épidémie :

J'accuse le gouvernement qui a tardé, tardé, tardé. Pas de masques, pas de solution hydro-alcoolique pour les soignants. Pas de dépistage généralisé. Pas de fermeture des frontières. Pas de consignes claires, courtes, précises.

« Mais aujourd'hui, devant la gravité de l'évolution de l'épidémie : J'accuse le gouvernement qui a tardé, tardé, tardé. Pas de masques, pas de solution hydro-alcoolique pour les soignants. Pas de dépistage généralisé. Pas de fermeture des frontières. Pas de consignes claires, courtes, précises. »

J'accuse le gouvernement qui a, dans un premier temps, minimisé la gravité de la situation et n'a pris les mesures qui s'imposaient (confinement) que beaucoup trop tard, qui n'a pas pris depuis le début celles qui devraient être effectives maintenant et qui ne le sont toujours pas : masques FFP2 pour tous les soignants, dépistage généralisé de la population. Pourtant, nos gouvernants avaient l'exemple de la Chine, de la Corée, puis de l'Italie ! Mais ils ont traîné, tergiversé, hésité, bricolé. Ils ont laissé faire le match Italie-France à Lyon... puis plus tard le premier tour des municipales avec profusion de solution hydro-alcoolique, gants, masques, en rupture pour les soignants et la population ! J'accuse ce gouvernement qui ne pouvait pas attendre pour faire voter la réforme des retraites

mais a pris tout son temps pour agir trop tard pour l'épidémie de coronavirus. Comment s'étonner que l'ensemble de la population n'ait pas compris et pour certains ne comprenne pas encore la gravité de la situation et ait négligé dans un premier temps les gestes barrières ? Mais ne nous trompons pas. Qui est responsable de la situation actuelle ? Qui a maintenu pendant des années le *numerus clausus* pour les médecins, qui a fermé des milliers de lits d'hôpital et est resté sourd aux appels des soignants de l'hôpital public, qui, dans la grève depuis plusieurs mois, ont dénoncé leur situation intenable face à la dégradation de leurs conditions de travail et la dégradation de l'hôpital public ? Cri d'alarme lancé et toujours sans réponse effective. J'ai appris que la malade que j'avais reçue ainsi que l'ensemble des occupants du car (elle revenait d'Espagne) sont contaminés par le Covid-19. Plus ceux qui ont pu être contaminés après, dans ma salle d'attente, dans les transports et peut-être moi-même. Je n'en dors plus, je suis encore jeune mais je suis épuisée, angoissée, culpabilisée et je crains chaque fois que j'entre dans mon cabinet de contaminer les malades car je n'ai pas encore été dépistée. Le serai-je un jour ? Combien de mes confrères sont dans le même cas ? Combien de médecins, d'infirmier(e)s, d'aide-soignant(e)s, de personnes, risquent leur vie chaque jour, à cause de l'incurie de nos dirigeants ? **■**

« Haine contre ce gouvernement »

Une salariée d'un Ehpad de l'Hérault a fait parvenir cette réaction à nos correspondants de Montpellier.

Le soir en partant, j'entends vos applaudissements de vos balcons, une minute tous les soirs pour nous remercier, nous, soignants. Moi, je pars pour ma nuit en Ehpad... La nuit, nous sommes deux soignants pour soixante-dix personnes. Chaque soir depuis maintenant plus de dix ans, je pleure le manque de moyens en Ehpad, mais je ne vous apprends rien, vous qui applaudissez, vous savez ce qu'il s'y passe. Nous avons tout « balancé » : nos conditions de travail, la vie de nos résidents... Alors aujourd'hui encore, nous sommes abandonnés : pas de masques pour nous protéger et protéger nos résidents, qui ont 85 ans en moyenne. Une population à risque donc. Mais les Ehpad, le gouvernement s'en fout complètement... Alors tous les soirs, quand vous applaudissez, je me sens encoura-

gée pour aller affronter cette souffrance, ce manque de masques, les extracteurs à oxygène que l'on réquisitionne... « Nous sommes en guerre », a dit le gouvernement. En temps de guerre, on « priorise »... Et la priorité, ce n'est certainement pas un homme de 85 ans qui n'est plus productif pour notre société... Et puis... on arrivera toujours à remplir les Ehpad ! C'est incroyable ! Le gouvernement trouve les moyens de nous gazer et de nous tirer des balles de LBD, mais pour l'achat de masques... Alors je vais bosser... le cœur rempli de haine contre ce gouvernement... et je sais qu'il y aura le moment de régler nos comptes... de lui demander de nous expliquer... Mais ce gouvernement n'expliquera rien... Il fera comme il a l'habitude : se défilier, mentir... et finira par nous gazer de nouveau, vos héros d'aujourd'hui... Alors, je vous le demande, vous au balcon, quand le virus sera combattu... venez nous retrouver pour combattre la souche du virus... **notre gouvernement. ■**

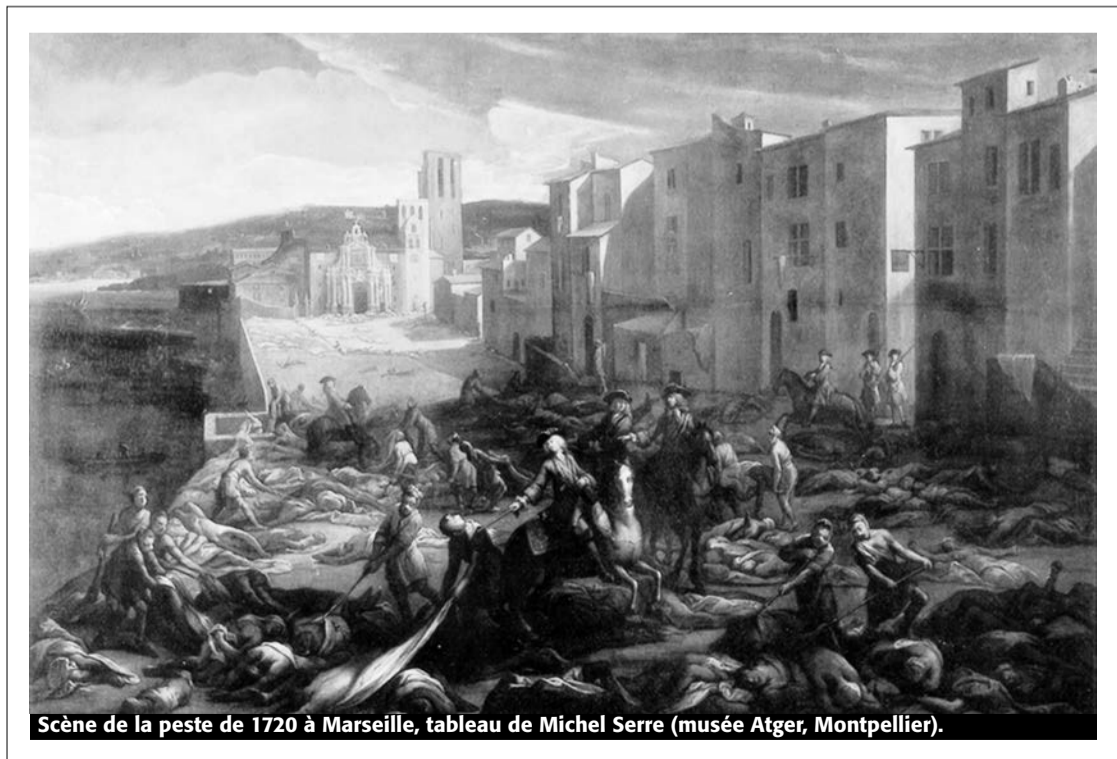
« Devoir à la maison : tu devras raconter ton confinement »

Jeudi 12 mars, le président de la République annonce la fermeture de toutes les écoles.

Mère d'une famille de trois enfants en CM2, CE1 et moyenne section de maternelle, je reçois le soir même un e-mail de chacune des trois maîtresses, m'informant qu'elles vont donner du travail quotidiennement aux élèves (...). C'est alors que je reçois quotidiennement une avalanche d'e-mails des maîtresses, y compris celle de moyenne section de maternelle, avec énormément d'exercices, autant que si les élèves étaient en classe toute la journée. Il nous est demandé de scanner les exercices de nos enfants pour les envoyer en correction à la maîtresse. Je laisse volontairement de côté l'aspect évident d'inégalité sociale immédiatement posé par une telle école à la maison (taille du logement, matériel informatique et bureau-tique, capacité et disponibilité des

parents à suivre tout cela...) tant elle saute aux yeux. Je ne veux ici interroger que l'état dans lequel cette école à la maison met les enfants et les parents. Il faut suivre tous les e-mails, les vingt pièces jointes de pages d'exercices scannées, la diversité des matières (...). Quand, à 19 heures, je vois arriver un e-mail intitulé « sport et anglais en CM2 », je décide de ne même pas l'ouvrir... (..) Parmi la longue liste de travail arrivée en milieu de journée : « *Production d'écrits* (c'est le nouveau terme pour nommer ce que nous appelions plus simplement "rédaction") à faire jusqu'à la fin du confinement : je rédige le journal intime de mon confinement. Dans ce journal qui sera écrit à la main, tu devras raconter ton confinement. Tu as aussi le droit de faire des dessins ou de mettre des photos. Pour t'inspirer, je te propose de lire : Le Journal d'un enfant pendant la Grande Guerre : Rose, 1914-1918. » Mais que se passe-t-il ? J'ai l'explication par un collègue qui me dit que sa compagne, institutrice en CP,

a été convoquée vendredi avant confinement, par sa hiérarchie, avec l'injonction d'envoyer le jour même aux parents un programme de travail de quinze jours, et cela pour des élèves qui ont donc 6 ans... Cette mise au pas forcée de l'école à la maison est donc une directive ministérielle, faisant pression sur les enseignants, les parents, les enfants et entretenant l'illusion que l'école peut se passer des murs d'un établissement scolaire et de la présence physique de l'enseignant. Mais cette expérience montre qu'il n'en est rien ! Blanquer, qui, depuis le début, n'a pris aucune mesure pour éviter les contaminations du Covid-19 dans les écoles, aurait donc une nouvelle idée de l'éducation à nous faire passer ! Voudrait-il nous faire croire qu'en cette phase de pandémie l'absence de lieu scolaire peut être palliée d'un coup de baguette magique par des ordinateurs, des Whatsapp, des visioconférences et des parents corvéables à merci pour superviser tout cela ? **Une lectrice de Paris ■**



Scène de la peste de 1720 à Marseille, tableau de Michel Serre (musée Atger, Montpellier).

En 1720, la peste décime Marseille...

L'histoire est connue : le 25 mai 1720, le navire de commerce Le Grand-Saint-Antoine, qui vient d'Orient (Syrie-Chypre), est chargé d'un précieux chargement d'étoffes de soie et de balles de coton.

Sauf que son commandant, le capitaine Jean-Baptiste Chataud, doit constater de nombreux morts à bord (y compris le chirurgien du bateau). Il demande des instructions avant d'accoster car il s'agit de la peste. Il tente de rejoindre Livourne, en Italie, qui refuse de l'accueillir. Il revient donc vers son port d'attache, Marseille, où il est placé en quarantaine. Mais ce n'est pas du goût des commerçants de la ville qui réclament leur marchandise. Devant leur insistance – dont celle du maire de l'époque (le « premier échevin », Jean-Baptiste Estelle) qui avait des intérêts personnels dans ce commerce – pour récupérer

leurs tissus, les autorités sanitaires finissent par céder. Le 29 mai, elles autorisent le débarquement... et l'épidémie de peste se répand. Les gens aisés quittèrent Marseille pour se réfugier dans leurs bastides à la campagne. Le 31 juillet, un « confinement » fut ordonné, qui interdit aux habitants de sortir de Marseille. Ordre aussi de brûler le navire à quai... mais il ne fut exécuté que le 25 septembre. Toulon ne fut mis en quarantaine que le 28 janvier 1721. Plus personne n'était autorisé à sortir. Seuls circulaient dans les rues les bagnards, réquisitionnés pour ramasser les morts et distribuer les provisions... qui bien entendu moururent par centaines. Bilan : plus de 100 000 morts en Provence, soit le quart de sa population de l'époque. Donc une seule différence avec 1720 : on n'a pas de bagnards... **G. L. ■**



TRIBUNE de discussion

La convention nationale des délégués des comités de résistance et de reconquête est reportée

Dans un message adressé aux comités le 19 mars dernier, la délégation permanente du CNRR a informé que « la situation exceptionnelle que nous traversons nous met dans l'impossibilité de réunir la convention nationale des délégués des comités locaux de résistance et de reconquête à la date initialement prévue du 28 mars prochain. La délégation permanente fera des propositions dès que cela sera possible (...). Alors que le gouvernement présente une loi d'exception dite d'état d'urgence sanitaire qui restreint les libertés comme jamais et attaque de plein fouet le droit du travail, nous invitons tous les comités, tous les militants, à rester en contact, à maintenir les liens, la discussion, de la manière qu'ils jugeront la plus appropriée (téléphone, visio-conférence, e-mail, etc.). »

Pour tout contact :
cnrr2017@gmail.com
cnrr.fr



Lors de la réunion à Saint-Géréon (44) le 14 mars 2020.

Correspondant

■ LOIRE-ATLANTIQUE ET MAINE-ET-LOIRE > SAMEDI 14 MARS

« Le gouvernement ne tient qu'à un fil, comment le couper ? »

Près de 70 militants ouvriers, syndicalistes et Gilets jaunes, militants ou non de diverses organisations politiques, réunis samedi 14 mars (1) à Saint-Géréon (44) à l'initiative des comités locaux de résistance et de reconquête de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire, se sont attelés à répondre à cette question. Vingt-quatre camarades sont intervenus dont voici quelques extraits. Un compte rendu détaillé ainsi qu'un communiqué adopté à l'unanimité sont largement diffusés auprès des militants des comités de résistance et de reconquête.

Correspondant

Dans son amorce à la discussion, Thomas, métallurgiste, a d'emblée posé le problème de la caractérisation des obstacles auxquels la classe ouvrière est confrontée et des moyens de les submerger, ainsi que du rôle du CNRR en ce sens.

● **Pierre-Louis, syndicaliste à Manitou à Ancenis**, une entreprise de matériel de manutention, a rappelé : « Le coronavirus est un accélérateur de la crise du capitalisme. Les décisions politiques, notamment en France et Allemagne, font voler en éclats le dogme austéritaire... Il est important que les organisations ouvrières, que le CNRR, se tiennent à distance de l'appel à l'union sacrée. » Selon lui, le poids de l'orientation « réformiste » au sein des organisations syndicales, doublé de la « professionnalisation » du syndicat à travers les CSE, ont été des freins à la généralisation de la grève, malgré un appel commun de FO et de la CGT à la reconduction dans son entreprise et des assemblées générales organisées dès le 6 décembre. « Je me pose également la question de la jeunesse, qui s'est tenue à distance du mouvement : comment se saisir de la question environnementale pour démontrer l'importance de la question sociale ? »

● **Christelle, Gilet jaune d'Ancenis « depuis le début, le 17 novembre 2018 »**, a mis en perspective les événements actuels : « Le coronavirus est là, mais il va passer. Par contre, la crise sociale, elle, va rester. Les problèmes seront toujours là, il faudra les prendre à bras le corps et ne pas laisser tomber ce que l'on est en train de faire (...). Nos revendications sont très diverses, mais on se rejoint tous sur la question de la lutte sociale. L'environnement passera par la lutte

sociale, la lutte ouvrière (...). La réforme des retraites était le point très stratégique au mois de décembre pour essayer de remobiliser. Cette question reste aujourd'hui. » Christelle ajoutera plus tard : « Nous avons besoin des syndicats (...) mais il ne faut pas oublier la masse, tous les oubliés, tous les précaires qui ne sont pas représentés, qui ne sont pas syndiqués (...). Si tous ensemble on y va, on détachera nos chaînes, y compris dans les entreprises où très peu sont syndiqués. Pour bloquer l'économie, il faut redonner confiance... »

● **Pour Claude, secrétaire de l'union locale CGT d'Ancenis**, « le coronavirus est la preuve que le capitalisme ne fonctionne pas. Contre le démantèlement des acquis de 1944-1945 et du CNR, chacun se pose la question de comment œuvrer ensemble. Comment être en intersyndicale, mais au-delà, avec les citoyens ? Le patronat, les gouvernements, ont divisé les salariés (...). La jeunesse n'est plus en lien avec nous. Cette distance entre nous est dommageable. D'où l'importance d'échanger. »

● **Marin, responsable FO Total à Grandpuits**, a décrit l'unité qui s'est développée sur son site : « On est engagé depuis le 5 décembre avec la CGT, avec le soutien des Gilets jaunes, des salariés de la RATP et de la SNCF. En Île-de-France, un groupe a été créé avec les raffineurs, avec la RATP, avec les égoutiers, la santé, etc. pour démontrer que les braises n'ont pas été éteintes. Une rencontre nationale pour la grève générale est prévue le 21 mars (...). Pour taper l'économie, c'est la grève. » Le camarade lit une contribution d'Adrien Cornet, responsable CGT de la raffinerie de Grandpuits, qui appelle notamment à construire la grève pour gagner : « Notre but, avec cette intersyndicale [CGT et FO], est de montrer à tous que peu importe l'étiquette, seule la victoire des travailleurs compte (...). Nous devons partir en grève reconductible sans date de fin, en prenant le temps qu'il faut pour remobiliser les salariés. »

● **Benjamin, militant syndicaliste du CHU d'Angers**, revient sur la grève des urgences, « partie de l'hôpital Saint-Antoine de Paris, à la suite de l'agression d'une collègue, sans attendre les mots d'ordre syndicaux ». Rappelant les revendications portées par la grève des 280 services des urgences, Benjamin est revenu sur la nécessité des comités de grève « en opposition avec

Un syndicaliste du CHU d'Angers : « Coronavirus ou pas, les revendications des hospitaliers ne cessent pas. »

les journées d'action qui nous impuissent (...). La bagarre sur les retraites a relancé les assemblées générales, les comités de grève, constitué des délégués élus du personnel gréviste et des délégués des organisations syndicales (...) nécessaires pour contrôler la grève et pour imposer une ligne de combat. » Le camarade a réaffirmé la nécessité de l'indépendance : « Coronavirus ou pas, plan blanc ou pas, les revendications des hospitaliers ne cessent pas. »

● Ce sont ces mêmes questions qui ont été portées dans la discussion par **Hélène, syndicaliste enseignante** : « Dans mon collège, nous avons constitué un comité de grève le 6 décembre. Le 5, 95 % du personnel était en grève. Et encore 72 % le 6. Contrôler notre grève, syndiqués et non-syndiqués, est la question centrale. La question de l'organisation est une des clés pour couper le fil et renverser le gouvernement. »

● **Frédéric, Gilet jaune « depuis le début »**, considère qu'il faut faire de la « désobéissance civile » : « Je suis très content de voir un camarade de raffinerie, toujours content de savoir que nous sommes toujours mobilisés et actifs, prêts à de nouvelles initiatives. » Il est rejoint par **Noé, Gilet jaune d'Angers**, qui dit : « On se fait taper dessus à tour de bras, moi j'ai perdu mes dents. Il faut l'action, il faut passer à la grève. Il faut faire grève. Le 28 mars, il faudra prendre des décisions. L'heure est à la désobéissance. »

● **Philippe, syndicaliste de la CGT cheminots à Saumur**, prend à son tour la parole : « Dès le 5 décembre, à Saumur, on a réussi à construire ensemble, avec Force ouvrière, un comité de

grève qui existe encore et qui fait que l'on est ensemble aujourd'hui ici. En effet, tout tient un fil (...). On s'aperçoit que là où les petites structures syndicales existent, sur les sites, on a réussi à convaincre, à mobiliser, à prendre contact avec les politiques par exemple, avec les usagers également par la signature de pétitions ou la distribution de tracts... Bien sûr, il faut interpeller, mais il faut avoir les moyens de le faire (...). Donc il faut construire ce maillage syndical sur tous les sites. Mais on peut également s'appuyer sur l'union locale, sur les autres syndicats et, en s'aidant entre nous, je pense que l'on peut réussir

à créer une vraie dynamique et ils auront alors du souci à se faire. »

● **Pour Daniel, syndicaliste de l'union locale FO de Saumur**, il faut reprendre « la question posée par les Gilets jaunes : la prise du pouvoir (...). Ce doit être un aspect nécessaire de la convention nationale du 28 mars (...). Si on n'occupe pas le pouvoir, si on ne dégage pas la Ve République, on trouvera toujours le même problème (...). Je pense à la jeunesse qui fera plus facilement la jonction avec le mouvement ouvrier, si celui-ci dégage les voies de la prise du pouvoir. »

● **Maho, Gilet jaune de Saint-Nazaire « depuis le début »**, précise : « On parle de pouvoir politique, démocratique. Mais celui-ci ne sert à rien si on ne prend pas le pouvoir économique. Avec le pouvoir démocratique seul, on va gérer une coquille vide. »

● **Claire, syndicaliste retraitée de la Carsat**, reprend l'historique de l'appel à la grève à compter du 5 décembre : « Cet appel est venu d'en bas, des camarades de la RATP. La généralisation de la grève ne viendra pas du haut, donc nos regroupements sont essentiels pour construire tout cela. Il faut étendre nos points d'appui (...). Nous avons tous un point commun : on veut qu'ils dégagent. La détermination est là, partons de ça. »

● **Adrien, syndicaliste et membre du Parti ouvrier indépendant**, indique : « Les partis sont détestés et c'est bien mérité. La question de couper le fil du gouvernement pose la question de la force politique capable de le faire. Tout en tirant les leçons des trahisons du passé et des enseignements du présent, comme la volonté des travailleurs de contrôler leurs affaires (...), il nous revient de regrouper tous les militants qui se sont révélés dans la grève à partir du 5 décembre, comme sur les ronds-points. Le CNRR permet de faire un pas en ce sens. »

● **Guillaume, militant de la CGT à Manitou, Gilet jaune et membre de La France insoumise**, intervient en dernier : « Mon souhait, c'est que chacun reparte de cette réunion avec cette conviction forte : nous allons gagner (...), en comprenant qu'on ne peut se passer d'aucune action, d'aucune personne dans cette lutte. » Le communiqué proposé par les comités locaux d'Ancenis et de Saint-Nazaire est ensuite soumis à la discussion et adopté à l'unanimité. ■

(1) La réunion a eu lieu quelques jours avant la mise en place du confinement.

ÉTAT ESPAGNOL

Épidémie galopante
et grands concerts de casseroles
contre la monarchie

Plus de trois cents morts par jour, c'est ce que provoque l'épidémie incontrôlée et ce, avec un système sanitaire totalement paralysé à cause des coupes budgétaires et des privatisations accélérées de ces dix dernières années pratiquées par tous les gouvernements.

L'actuel gouvernement a décrété samedi 14 mars l'état d'alerte et, mardi 17, il a décidé d'injecter 200 milliards d'aides aux entreprises sans même exiger l'interdiction des licenciements. Des milliers de restructurations et de mises en chômage partiel sont en cours. Les principaux secteurs industriels, automobile, aviation, chimie, textile, fonctionnent à moins de 25 %.

Même chose pour les services publics, également au minimum, y compris les transports ainsi que le secteur hôtelier, pratiquement fermé. C'est dans cette situation catastrophique, alors que tous les porte-parole du régime donnent l'alerte sur la « révolte sociale » qui se prépare, qu'un nouveau scandale a éclaté, qui touche la monarchie et la famille royale. Au début du mois, le journal britannique *The Telegraph* et plusieurs journaux suisses ont fait connaître l'existence de deux fonds peu clairs d'une société *off shore* créée par le père du roi, Juan Carlos 1^{er}.

Des fonds octroyés en héritage à son fils, l'actuel roi. Ces fonds déposés dans des banques suisses se composent de millions d'euros (100 au total) produit d'un « paiement » par la monarchie d'Arabie saoudite à Juan Carlos en tant que rétribution d'une tâche de commissionnaire lors de la construction du train à grande vitesse

vers la Mecque. Il faut rappeler que, il y a quelques années, le *New York Times* avait également informé que la fortune du roi atteignait les deux milliards d'euros, produit de diverses « tâches » de commissionnaire, vente et achat d'armes, pétrole et autres affaires.

Le roi actuel a publié un communiqué dimanche 15 mars où il « renonce » à l'héritage de son père, le dénonce et lui retire ses 200 000 euros annuels. La plus grande incrédulité a traversé la masse des travailleuses et la majorité de la population. Différentes organisations républicaines, des défenseurs des droits des peuples, des militants ouvriers, des syndicalistes et même le Parti socialiste ont lancé un appel pour le jeudi 18 mars à un concert de casseroles, à midi et à 21 heures. Ce concert de casseroles s'ajoute aux applaudissements qui retentissent chaque jour à 20 heures aux balcons de tout le pays en soutien à la Santé publique et à son personnel.

Les cris « dehors le Bourbon », « qu'il dégage », ont résonné dans toutes les villes et les agglomérations.

Au moment où les cas de résistance parmi tous les travailleurs salariés ainsi que chez les travailleurs autonomes se développent dans tout le pays, le rejet du régime annonce des mobilisations impétueuses qui établiront sans nul doute la relation entre la défense de l'emploi, du salaire, de la retraite, des libérés (amputés par l'état d'alerte) et l'exigence d'en finir avec la monarchie.

Correspondant,
le 19 mars 2020 ■



Dans tout le pays, des concerts de casseroles contre la couronne, comme ici à Barcelone, s'ajoutent aux applaudissements qui retentissent chaque jour à 20 heures aux balcons en soutien à la Santé publique et à son personnel.

Déclaration du journal *Informacion Obrera*,
tribune libre de la lutte des classes

A lors que nous subissons pour la majorité d'entre nous les conséquences des réductions dans le secteur de la santé, les affaires de corruption des Bourbons sortent au grand jour les unes après les autres.

Il faut en finir avec la monarchie, chaque jour plus incompatible avec la démocratie !

On ne compte plus les nouvelles qui tombent concernant la fortune illégitime du Bourbon. Son amitié avec les dictatures pétrolières, son soutien à la guerre en Irak, etc. l'ont dévoilé comme un intermédiaire stipendié pour ses méditations commerciales ou politiques. Souvenons-nous de l'affaire KIO. Personne n'a enquêté. Il a été protégé par les principales forces politiques.

La dernière affaire, ce sont les millions empochés par le roi Juan Carlos avec une de ses maîtresses, l'aristocrate allemande Corinna zu Sayn Wittgenstein (65 millions d'euros). Des faits nouveaux apparaissent à la suite de la publication de multiples enregistrements via les « égouts de l'État » et leur plus haut représentant, le policier José M. Villarejo. Entre autres, la réception d'un pot-de-vin de 100 millions d'euros, en liaison avec son activité de commissionnaire auprès de la monarchie saoudienne.

À ce stade, personne ne saurait s'étonner de la vérocité de ce qui surgit et de la dénonciation de son ancienne maîtresse elle-même, selon laquelle le roi l'utilisait comme prête-nom et est allé jusqu'à la menacer et a utilisé les organes de l'État pour enquêter sur elle au moment de leur rupture.

Si cela est vrai, comme tout l'indique, nous aurions affaire à un véritable mafieux et à un voleur protégé par le privilège que lui accorde la Constitution : l'invulnérabilité de sa personne. Invulnérabilité qui a été utilisée de tous côtés pour le protéger.

À la suite du scandale impliquant sa fille Cristina et son gendre Iñaki Undargarin, à qui il avait accordé les titres de duc

et de duchesse de Palma, on a voulu limiter la corruption à ce nouvel arrivé dans la Maison royale, assorti du geste hypocrite de leur retirer leur titre. Mais cette nouvelle affaire révèle qu'il s'agirait, au contraire, de la pourriture de la maison Bourbon dans son intégralité.

Felipe VI tente de se sauver en livrant son père

Rappelons que l'un des faits les plus marquants du procès d'Undargarin et de Cristina, la sœur du roi Felipe, était la défense de cette dernière par le procureur, agissant de fait comme avocat de la défense dans un procès sans précédent dans l'histoire des procès judiciaires. Ensuite même, Felipe a fait mine de se séparer de sa sœur et de son beau-frère, en cherchant vainement à se sauver et à sauver la monarchie.

Maintenant, lorsqu'on découvre que Felipe lui-même apparaît comme le bénéficiaire de l'héritage de son père, il a recours à un geste désespéré, mettant en scène une rupture, comme si ce n'était pas là une partie intégrante et centrale de sa dynastie corrompue. En fait, cette mise en scène inclut la duperie de la renonciation à son héritage, ce que la législation espagnole (art. 816 et 991 du Code civil) n'autorise, et de façon limitée, que lors du décès de la personne dont provient l'héritage. D'autant qu'il s'agit d'argent sale, déposé sur des comptes de paradis fiscaux. Mensonge sur mensonge sur mensonge.

Peut-on sérieusement croire que Felipe ne connaissait pas les affaires de son père... affaires qui lui profitent directement ? Qui peut douter que les services d'information de l'État ne savaient pas parfaitement tout ce qu'il se passait ?

Avant que la fausse renonciation de Felipe VI à l'héritage de son père ne soit rendue publique, le Bureau du Congrès des députés (avec les votes du PSOE, du PP et de Vox) avait refusé d'ouvrir une commission d'enquête sur les affaires du roi « émérite », bien que des voix se soient déjà élevées au sein du PSOE pour rejeter cette décision, comme celles du député de Guipuzcoa, Odon Elorza, qui a qualifié les révélations sur la fortune de Juan Carlos de Bourbon de « scandale monumental ».

Avec honneur et sans Bourbons

Au moment où la majorité de la population – et donc fondamentalement la classe travailleuse – souffre des conséquences sanitaires et économiques du coronavirus (avec la menace de licenciements massifs qui commence déjà à se concrétiser), la figure de la monarchie apparaît encore plus adverse des travailleurs et des peuples ; elle leur apparaît comme incompatible avec les besoins de la majorité.

Il est de plus en plus évident que, si le gouvernement veut avancer dans la satisfaction des exigences de la majorité, il doit faire face à la monarchie, à la cour corrompue qui l'entoure et au capital financier qu'elle sert.

Il ne peut y avoir de trêve. Il faut en finir maintenant avec l'institution monarchique. La solution pour sortir de cette crise ne pourra être trouvée qu'avec une plus grande démocratie, avec la proclamation de la République. Une République qui défend les droits de la classe ouvrière, de la jeunesse, qui promeuve la collaboration entre les peuples et qui place les ressources économiques au service de la majorité. Une République pour mettre fin à la corruption systémique.

Les Bourbons ont été historiquement une dynastie de voleurs, d'assassins, d'esclavagistes et de salauds (et de salopes). Par conséquent, ils se sont alliés à Franco pour devenir héritiers de son régime, perpétuant ainsi le déni des droits démocratiques les plus élémentaires. Mettre fin à la monarchie, c'est affirmer une fois de plus la devise défendue par les républicains qui ont proclamé la Seconde République, au cri de « Vive l'Espagne honorable et sans Bourbons » !

Sans aucun doute, le moment est venu pour que les organisations et les partisans de la démocratie multiplient les initiatives visant à mettre fin à la monarchie et à proclamer la République, fondée sur le droit à l'autodétermination des peuples, dans laquelle ils puissent décider librement des relations entre eux.

17 mars 2020,
22 heures ■